



PROCES VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 AVRIL 2025

Le 7 avril deux mille vingt-cinq

Le conseil municipal de la commune de MORNANT (Rhône) s'est réuni, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1^{er} avril deux mille vingt-cinq.

Début de la séance : 20h00

Il est procédé à l'appel des conseillers municipaux.

Membres présents : Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT – Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET – Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT – Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Jean-Marc MACHON – Dominique HAZOUARD – Arnaud BREJOT – Véronique MERLE - Anne-Catherine BLANC VALETTE – Julie GUINAND-BOIRON - Véronique ZIMMERMANN – Patricia BONNET-GONNET – Anne-Laurence OLTRA – Christian CECILLON - Serge CAFIERO – Jocelyne TACCHINI – Fatira RULLIERE - Laure PIQUERAS.

Membres représentés :

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Gaël DOUARD

Alain DUTEL a donné pouvoir à Virginie PRIVAS-BREAUTE

Anne BLANCHET a donné pouvoir à Raphaëlle GUERIAUD

Membres excusés :

Sébastien PONCET – Raphaëlle GUERIAUD

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Il est désigné Arnaud BREJOT, Conseiller municipal délégué, comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation du procès-verbal du conseil municipal du 10 février 2025.

Le procès-verbal du 10 février 2025 est adopté à l'unanimité.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

COMMISSION RESSOURCES

Délibération n°20-25 : Compte financier unique 2024 (CFU)

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Monsieur le Maire ne pouvant prendre part au vote du compte financier unique (CFU), il propose de désigner Madame Pascale CHAPOT comme présidente de séance. Le conseil municipal la nomme à l'unanimité des suffrages exprimés.

Présentation du CFU sous forme de diapositives.

Raphaëlle GUERIAUD arrive à 20h10

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 28

Conformément au principe de l'annualité, le budget communal doit être exécuté au cours de l'année civile et clôturé au 31 décembre de cette même année.

Jusqu'à l'année dernière, le conseil municipal votait le compte de gestion établi par le comptable public et son compte administratif.

Or l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 202 de la loi de finances pour 2024, a généralisé l'adoption du CFU au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026.

Avec le passage au plan comptable M57 depuis le 1^{er} janvier 2024, la commune a décidé de passer au compte financier unique pour les résultats de l'exercice 2024.

Ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de sa production.

Pour 2024, les résultats sont les suivants :

EXERCICE 2024- Budget de la commune - Compte Financier Unique				
Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
<i>crédits inscrits au budget, DM incluses</i>	7 237 210,72 €	7 139 639,05 €	7 207 335,86 €	7 207 335,86 €
Opérations de l'exercice	4 539 676,79 €	5 266 091,07 €	7 378 891,15 €	8 173 570,08 €
taux de réalisation sur budget 2024	62,73%	73,76%	102,38%	113,41%
Résultat de l'exercice (N)		726 414,28 €		794 678,93 €
Résultat reporté (N-1)				
Résultat de clôture (N-1 + N)		726 414,28 €		794 678,93 €
Restes à réaliser	395 803,90 €	111 119,00 €		
RESULTAT DEFINITIF (résultat de clôture + résultat des restes à réaliser)		441 729,38 €		794 678,93 €

Il est demandé au conseil municipal d'approuver :

- Les exécutions 2024 des sections de fonctionnement et d'investissement ;
- La sincérité des restes à réaliser ;
- Les résultats du compte financier unique 2024.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Véronique ZIMMERMANN, Conseillère municipale déléguée, demande la raison de la hausse du budget assurances alors qu'il n'y a pas eu de gros sinistres dernièrement.

Monsieur le Maire répond qu'en effet la commune n'a pas connu de gros sinistres ces dernières années et que les hausses sont nationales et dues aux émeutes urbaines.

Monsieur le Maire quitte la salle

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 27

Madame Pascale CHAPOT invite le conseil municipal à approuver le compte financier unique – exercice 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire revient dans la salle

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 28

Monsieur le Maire rappelle le projet de la médiathèque, les travaux de sécurisation, les projets structurants : restaurant scolaire, voiries, Office du pouvoir d'achat, politique sociale, dans un contexte d'inflation, de crise géopolitique et de crise de la dette de l'Etat.

Mornant est une commune qui ne s'endette pas, dans laquelle les taux communaux n'augmentent pas et dont les services communaux fournissent de réels efforts budgétaires.

Sébastien PONCET arrive à 20h30

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 25

Votants : 29

Délibération n°21-25 : Affectation du résultat de fonctionnement 2024

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

L'assemblée délibérante doit voter le compte financier unique de l'exercice comptable clos, puis constater les résultats et décider de leur affectation qui doit couvrir prioritairement les éventuels déficits des exercices précédents, ensuite le besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le solde étant affecté en excédent de fonctionnement reporté, ou en dotation complémentaire d'investissement en réserves.

Il est proposé d'approuver l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
Résultat 2024	794 678,93 €
Résultats antérieurs reportés	0,00 €
RESULTAT A AFFECTER	794 678,93 €
AFFECTATION	
Affectation en réserves R 1068 en investissement	434 678,93 €
Report en fonctionnement R002	360 000,00 €

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à affecter le résultat de la section de fonctionnement - exercice 2024, à la section d'investissement 2025, soit la somme de 434 678,93 € (en laissant 360 000 € en section de fonctionnement).

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°22-25 : Etat annuel des indemnités perçues par les conseillers municipaux au titre de l'année 2024

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

L'article L 2123-24-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune. »

Cet état concerne toutes les indemnités de fonction ou toutes autres formes de rémunération ainsi que les avantages en nature perçus par les conseillers municipaux.

Les montants doivent être exprimés en euros et en brut, par élu et par mandat / fonction.

L'annexe ci-jointe retrace l'ensemble des indemnités perçues par les conseillers municipaux.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte de l'état des indemnités perçues par les conseillers municipaux au titre de l'année 2024.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à prendre acte de l'état des indemnités de toute nature perçues par les conseillers municipaux établi pour l'année 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°23-25 : Vote des taux des taxes locales pour l'année 2025

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

Depuis les lois de finances 2020 et 2021, l'article 1636 B sexies du Code général des impôts prévoit que sous réserve des dispositions des articles 1636 B septies et 1636 B decies, les conseils municipaux votent chaque année les taux des taxes foncières et de la cotisation foncière des entreprises. Ainsi, les communes n'ont plus à voter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences principales, celui de 2019 s'appliquant automatiquement.

Par ailleurs, depuis 2022, l'article 1640 G du Code général des impôts dispose que « I.1. Pour l'application de l'article 1636 sexies, le taux de référence communal de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) relatif à l'année 2021 est égal à la somme des taux communaux et départementaux appliqués en 2021 sur le territoire de la commune. »

Il est proposé de maintenir les mêmes taux :

	taux de 2004 à 2021	2022	2023	2024	proposition pour 2025
Taxe d'habitation	18,11%	idem taux voté en 2019 : 18,11 %			
Taxe foncière (bâti)	20,34%	20,34 + 11,03 = 31,37 %			
Taxe foncière (non bâti)	67,62%	67,62%	67,62%	67,62%	67,62%

La commission *Ressources* réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire précise que la suppression de la taxe d'habitation était une grosse erreur car cela pèse sur les propriétaires.
Il est proposé de ne pas augmenter les taux communaux.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à adopter pour l'année 2025, les taux proposés dans le tableau ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n°24-25 : Reprise de résultat suite à la dissolution de
l'Etablissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de
l'Information (EPARI)**

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°113-23 du conseil municipal en date du 18 décembre 2023 acceptant la dissolution du Syndicat Rhodanien du Développement du Câble (SRDC) ;
Vu la dissolution de l'Etablissement Public pour les Autoroutes Rhodaniennes de l'Information (EPARI) et du SRDC en date du 24 juin 2024 ;
Vu l'article 5 du protocole d'accord de dissolution, annexé à la délibération n°113-23, qui prévoit qu'en cas de dissolution du SRDC, la part revenant au SRDC sera répartie et versée à ses membres adhérents selon la liste et le prorata visés en annexe du protocole.

L'arrêté de dissolution de l'EPARI prévoit en son article 2 que le résultat de la section de fonctionnement, report des excédents cumulés des exercices précédents compris, sera réparti entre ses membres selon les proportions suivantes (telles que mentionnées dans le protocole d'accord) :

- Syndicat Rhodanien de Développement du Câble : 33,33 %
- Service Départemental Métropolitain d'Incendie de Secours : 33,33 %
- Département du Rhône : 20,67 %
- Métropole de Lyon : 12,67 %

Au vu de cette répartition, la commune de Mornant doit ajouter la part lui revenant au BP 2025, à savoir 0,45 % du résultat, soit 287,01 €.

Cette somme aurait dû être rattachée au Budget primitif 2024 mais la commune ayant reçu l'information après le dernier conseil municipal de l'année 2024, celle-ci sera donc prise en compte dans le cadre du Budget primitif 2025.

La commission *Ressources* réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à affecter le résultat excédentaire du Syndicat Rhodanien de Développement du Câble de 287,01 € au compte 002 chapitre 002 du Budget primitif 2025 ; à l'autoriser ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°25-25 : Neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées avant 2025

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

En 2023 et 2024, la commune a versé, par le biais du compte 204, des subventions d'équipement, notamment à la Communauté de Communes du Pays Mornantais (Copamo) dans le cadre de travaux d'investissement réalisés sur la commune, au SYSEG pour les travaux du réseau eaux pluviales et des aides pour des rénovation de façades dans le cadre des opérations OPAH-RU, pour un montant total de 577 177,52 €.

Ces sommes font l'objet d'un amortissement :

- sur 15 ans pour les subventions versées à la Copamo (compte 2041511) et au SYSEG (compte 2041582) ;

- sur 5 ans pour les aides OPAH-RU (compte 20422).

Cela représente une charge d'amortissement, avec une conséquence budgétaire en dépenses de fonctionnement de 48 763,35 €. Or le décret n° 205-1846 du 29 décembre 2015 offre la possibilité de neutraliser cette charge d'amortissement partiellement ou totalement.

Il est proposé au conseil municipal de procéder à la neutralisation des amortissements suivants :

a/ Constatation des amortissements à neutraliser :

Sens	Chapitre	Compte	Montant	
Dépenses	042	6811	48 763,35 €	
Recettes	040	280422	15 427,28 €	48 763,35 €
	040	28041511	24 620,00 €	
	040	28041582	8 716,07 €	

b/ Ecritures de neutralisation :

Sens	Chapitre	Compte	Montant
Dépenses	040	198	48 763,35 €
Recettes	042	77681	48 763,35 €

Au mois de décembre prochain, une nouvelle délibération sur les neutralisations 2025 sera votée pour les subventions d'équipement réalisées sur l'année en cours.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à procéder à la neutralisation budgétaire de l'amortissement des subventions d'équipement versées avant 2025, pour un montant de 48 763,35 € ; à dire que les écritures sont prévues au Budget primitif 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°26-25 : Budget primitif de l'exercice 2025

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Présentation du Budget primitif sous forme de diapositives.

- Lors de sa séance du 10 février 2025, notre conseil municipal a débattu des orientations budgétaires proposées pour l'année 2025, en application de l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

- Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante, les recettes et les dépenses d'un exercice (article L 2311-1 du CGCT).

Il se matérialise par des documents sur lesquels sont indiquées les recettes prévues et les dépenses autorisées pour la période considérée. Seules peuvent être engagées les dépenses qui y sont inscrites : le budget est un acte d'autorisation.

La fixation directe, par la commune, du produit de chacune des trois taxes directes locales est un élément constitutif du processus d'adoption du Budget primitif.

Ce dernier ne peut être considéré comme valablement voté par le conseil municipal que s'il inclut, non seulement la détermination de l'ensemble des dépenses et des recettes, mais également, pour chacune des taxes directes locales, leur taux.

Le budget comprend deux sections (article L 2311-1 du CGCT) : une section de fonctionnement, et une section d'investissement.

Le budget est présenté, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 en vigueur, par sections et par chapitres. Le contenu détaillé de ce budget figure dans le document qui vous a été remis et dont la présentation est conforme aux instructions budgétaires et comptables en vigueur.

Le budget est soumis par le Maire au conseil municipal qui le vote (article L. 2312-1 du CGCT). Le budget est voté par chapitre en fonctionnement et par chapitre et opération en investissement.

L'élaboration du budget est soumise au respect des principes budgétaires que sont, l'annualité, l'unité, l'universalité, l'antériorité, la spécialité.

Étant l'acte qui autorise les dépenses, le budget de la commune doit en principe être voté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Toutefois, afin que les communes puissent disposer des informations communiquées par les services de l'État et nécessaires à la préparation du budget, la date limite de vote du budget a été fixée au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

La force exécutoire du budget voté est acquise sous deux conditions :

- la délibération et l'ensemble des documents constituant le budget doivent être transmis au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement,
- la délibération du conseil municipal ayant adopté le budget doit être publiée.

Par ailleurs, l'élaboration du budget s'appuie sur des indicateurs financiers et/ou économiques déterminés par l'Etat et prend en compte la conjoncture économique actuelle.

Le conseil municipal vient d'être sollicité afin de voter les taux des deux taxes locales.

Rappel des objectifs sur le mandat :

Ces objectifs, que l'exécutif municipal a défini comme le fil conducteur pour la durée du mandat sont :

- ❖ Ne pas augmenter les taux d'imposition,
- ❖ Poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement tout en maintenant une qualité de service public comparable voire supérieure pour répondre aux attentes de la population (charges à caractère général, charges de personnel),
- ❖ Maintenir un niveau d'investissement suffisant pour assurer la bonne conservation du patrimoine communal,
- ❖ Réaliser les projets d'envergure annoncés au plan de mandat en établissant un programme pluriannuel d'investissement,
- ❖ Maîtriser la masse salariale et moderniser les outils de travail opérationnels,
- ❖ Mutualiser des procédures et des services avec la COPAMO ou avec d'autres communes,
- ❖ Anticiper et garder une bonne agilité pour assumer en toutes circonstances les conséquences des crises actuelles (économique, sociale, énergétique). Elles concernent le fonctionnement interne de la mairie ou les actions nécessaires à l'aide, la protection et la solidarité envers la population la plus vulnérable.
- ❖ Contribuer à limiter les conséquences économiques, sociales et énergétiques des crises actuelles endurées par la population mornantaise.

LE FONCTIONNEMENT

A – les recettes

Les recettes de fonctionnement se présentent comme suit :

NIVEAU DE VOTE	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Évolution BP 2025/2024
013 - atténuations de charges	5 000,00	6 000,00	6 000,00	9 000,00	2 000,00	33 500,00	1575,00%
70 – produits des services	664 000,00	551 800,00	585 300,00	767 310,00	731 835,87	666 791,97	-8,89%
731– impôts et taxes	3 367 860,00	3 428 862,00	3 748 848,00	4 194 304,17	47 620,00	97 051,00	103,80%
731 - fiscalité locale					4 373 379,73	4 308 666,67	-1,48%
74 – dotations et participations	1 306 900,00	1 342 098,00	1 336 852,00	1 418 764,00	1 533 052,02	1 647 559,00	7,47%
75 – autres produits de gestion courante	37 700,00	30 000,00	65 000,00	72 000,00	83 150,00	87 500,00	5,23%
76 et 77 – produits financiers et exceptionnels	3 300,00	1 300,00	500,00	500,00	500,00	2 000,00	300,00%
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	5 384 760,00	5 360 060,00	5 742 500,00	6 461 878,17	6 771 537,62	6 843 068,64	1,06%
002 – excédent antérieur reporté de fonctionnement	0,00	150 000,00	0,00	0,00	260 000,00	360 287,01	38,57%
042 – opérations d'ordre entre sections	15 240,00	39 940,00	7 500,00	38 121,83	68 462,38	96 644,35	41,16%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 400 000,00	5 550 000,00	5 750 000,00	6 500 000,00	7 100 000,00	7 300 000,00	2,82%

Ces recettes correspondent au remboursement par l'assurance ou la sécurité sociale des absences du personnel (10 000,00 €) mais aussi au montant payé par les agents sur les chèques restaurant (23 500,00 €).

Chapitre 70 - les produits des services : 666 791,97 €

40 703,43 € pour la vente de coupes de bois du domaine des Chazottes,
7 000 € de ventes de concessions funéraires,
24 000 € de redevances d'occupation du domaine public,
500 000 € de participations des familles pour la restauration scolaire et le périscolaire,
45 000 € de remboursement du salaire de l'agent mis à disposition du CCAS,
40 687,54 € de remboursement par la COPAMO pour le service commun des espaces verts,
1 700 € de participations des communes pour l'entretien des feux de Bellevue,
2 700 € de remboursement par la COPAMO des frais d'entretien du pôle Simone Veil utilisé par la SPL pour le centre de loisirs,
5 000 € de produits divers.

Chapitre 73 - les impôts et taxes : 97 051,00 €

Le FNGIR reste inchangé à 10 975 € alors que l'allocation de compensation est passée à 86 126 € depuis 2024 avec le retour de la compétence « jeunesse » aux communes.

Chapitre 731 – fiscalité locale : 4 308 666,67 €

Les contributions directes passent de 4 050 000 € à 4 065 000 €. Les taux d'imposition n'ayant pas augmenté cette année, la hausse ne correspond qu'à l'évolution des bases de 1,7 % et de l'augmentation de l'assiette fiscale,
Les droits de place (marchés du vendredi et du dimanche) sont inscrits à 20 000 €,
La taxe additionnelle aux droits de mutation est inscrite avec beaucoup de prudence, en diminution compte-tenu de la mauvaise conjoncture immobilière : 213 666,67 €.

Chapitre 74 - les dotations et participations : 1 647 559,00 €

Comme chaque année, les montants proposés pour la dotation générale de fonctionnement (DGF) sont positionnés au niveau des recettes réelles de l'année précédente : 1 179 956 €,

Les attributions de péréquation ou de compensation sont encore plus difficiles à évaluer puisqu'elles remettent, chaque année, Mornant en comparaison avec d'autres collectivités territoriales. Les montants ont donc été inscrits avec prudence, aux mêmes montants que l'année précédente : 72 118 €,

Ce chapitre inclut les participations de la Caisse d'Allocations Familiales (250 000 €) mais aussi les participations pour l'utilisation des installations sportives par les collégiens et les lycéens (42 000 €),

Nous recevrons 20 280,00 € de FCTVA pour des dépenses de fonctionnement 2023, 29 690 € pour les titres sécurisés, 1 515 € de recettes diverses et 45 000 € de l'Etat pour les repas à 1€.

Chapitre 75 - les autres produits de gestion courante : 87 500 €

Les produits exceptionnels de gestion courantes sont constitués seulement des loyers perçus par la commune (La Poste, la Copamo, le camping, Emmaüs, Groupama, la maison Joséphine Baker (72 500 €)),

Le reste (15 000 €) sont des produits divers : remboursements, production photovoltaïque, dons.

Chapitre 76 - les produits financiers : 1 000,00 €

1 000 € sont inscrits pour les dividendes de la SPL.

Chapitre 77 - les produits exceptionnels : 1 000,00 €

Ils sont composés de 1 000 € de mandats annulés sur exercices antérieurs.

Chapitre 002 - l'excédent antérieur reporté de fonctionnement : 360 287,01 €

Cette année, il est nécessaire de laisser une partie du résultat positif de fonctionnement en fonctionnement : 360 000 €.

Les 287,01 € sont le versement attribué à Mornant suite à la dissolution de l'EPARI.

Chapitre 042 - les opérations d'ordre entre sections : 96 644,35 €

Les crédits inscrits correspondent à l'amortissement de subventions (40 381 €), le versement annuel de la SEMCODA (dépenses d'investissements) sur des recettes de loyers (7 500 €) et 48 763,35 € de neutralisation des amortissements.

B – les dépenses

Cette année encore, chaque service avait travaillé ses propositions à minima par rapport à ses besoins.

Force est de constater que l'inflation d'une part, l'augmentation des salaires d'autre part, agissent toujours en augmentation importante par rapport à 2024.

Le détail par chapitres se présente comme suit :

NIVEAU DE VOTE	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Évolution BP 2025/2024
011 – charges à caractère général	1 154 619,00	1 292 299,00	1 382 507,00	1 642 745,02	1 762 777,00	1 608 946,61	-8,73%
012 – charges de personnel	2 586 238,00	2 516 157,00	2 563 400,00	2 850 000,00	3 150 000,00	3 350 000,00	6,35%
14 – atténuations de recettes	34 240,00	30 000,00	31 500,00	35 100,00	52 500,00	55 000,00	4,76%
65 – autres charges de gestion courante	470 374,00	515 485,00	539 900,00	610 000,00	698 553,20	742 286,00	6,26%
66 – charges financières	99 651,00	89 174,83	78 575,53	151 800,00	138 018,42	117 440,82	-14,91%
67 – charges exceptionnelles	44 905,00	2 200,00	72 000,00	25 000,00	3 000,00	1 000,00	-66,67%
68 – Dotations aux prov. pour risques et charges de fonctionnement				40 000,00	40 500,00	20 000,00	-50,62%
TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 390 027,00	4 445 315,83	4 667 882,53	5 354 645,02	5 845 348,62	5 894 673,43	0,84%
023 – virement à la section d'investissement	650 000,00	650 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	720 000,00	2,86%
042 – opérations d'ordre entre sections	359 973,00	454 684,17	382 117,47	445 354,98	554 651,38	685 326,57	23,56%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 400 000,00	5 550 000,00	5 750 000,00	6 500 000,00	7 100 000,00	7 300 000,00	2,82%

Chapitre 011 - les charges à caractère général : 1 608 946,61 €

Les charges à caractère générale ont été contraintes malgré les augmentations prévisibles (denrées alimentaires, coût des fournitures et prestations...) et des énergies, L'augmentation la plus importante concerne les assurances,

Les dépenses liées au patrimoine bâti restent importantes du fait de la vétusté d'un certain nombre de sites et de la nécessité d'un entretien courant en attendant les travaux d'isolation et de rénovation énergétique,

La commune reste dans une constante recherche de pistes d'économies et d'amélioration de ses procédures d'achats.

Chapitre 012 - les charges de personnel : 3 350 000,00 €

Les charges de personnel augmentent de 6,35 % par rapport au BP 2024.

En 2025, les charges de personnel augmentent encore :

- Avec le glissement vieillesse technicité
- Avec le recrutement d'un deuxième poste pour la sécurité, un passage en catégorie B, une petite augmentation de temps de travail pour la culture, notamment à la médiathèque
- Avec l'augmentation des charges salariales pour la part CNRACL
- Avec la mise en place de la participation employeur sur les adhésions aux mutuelles prévoyances labellisées
- Avec l'attribution des tickets restaurant en année pleine.

Chapitre 014 – atténuation de produits : 55 000,00 €

5 000 € seront inscrits au titre des dégrèvement de taxes sur les logements vacants et 50 000 € pour le FPIC (Fonds de Péréquation des Intercommunalités et des Communes).

Chapitre 65 - les autres charges de gestion courante : 742 286,00 €

153 200 € sont nécessaires pour les indemnités + charges + formation pour les élus, 112 838 € sont prévus pour le Service Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours (SDMIS),

90 000 € sont prévus pour les redevances aux syndicats,
91 425 € sont prévus pour les coopératives des écoles du Petit Prince et à la participation de la commune aux frais de scolarité des enfants mornantais au groupe scolaire privé Saint Thomas d'Aquin,
La subvention d'équilibre versée au CCAS (indépendant depuis 2018) est fixée à 85 000 €,
80 000 € seront consacrés aux subventions versées aux associations,
69 319 € permettront de payer les redevances pour les outils informatiques,
25 000 € pour le deuxième versement des frais d'éviction du centre de tri de La Poste (sur 70 000 €).

Chapitre 66 - les charges financières : 117 440,82 €

Elles sont en baisse de 14,9 % et ce malgré les emprunts à taux variable qui génèrent désormais des intérêts alors qu'ils n'en avaient pas généré depuis 2016,
Ce chapitre sera réajusté lors d'une décision modificative, s'il est nécessaire de faire un emprunt en fin d'année.

Chapitre 67 - les charges exceptionnelles : 1 000,00 €

Pour des titres annulés sur exercice antérieurs.

Chapitre 68 - dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant : 240 500,00 €

Comme conseillé par la Chambre Régionale des Comptes, il est inscrit une provision pour risques de 20 000 € et 500 € de dotations pour dépréciation.

Chapitre 042 – opération d'ordre entre sections : 685 326,57 €

Ils sont nécessaires pour les amortissements. Ils intègrent aussi les neutralisations.

Le budget primitif 2025 s'équilibre en fonctionnement à

7 300 000 €

Monsieur le Maire insiste sur le fait qu'il faut continuer à être vigilant avec le budget de fonctionnement.

L'INVESTISSEMENT

A – les recettes

Les recettes d'investissement se répartissent ainsi :

Niveau de vote	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution BP 2025/2024
001 – solde d'investissement reporté	752 308,52	1 275 012,03	954 331,48	830 303,19	1 111 605,01	726 414,28	-34,65%
10 – dotations fonds divers réserves	857 237,92	809 116,94	373 007,75	340 407,66	586 029,92	434 346,22	-25,88%
13 – subventions d'investissement	684 690,00	333 440,00	372 227,46	582 448,46	1 033 387,00	809 234,00	-21,69%
16 – emprunts	500 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	350 000,00	1 300 000,00	1 900 000,00	46,15%
204 - subventions d'équipement versées						55 000,00	
024 – produits des cessions	154 000,00	154 000,00	1 000 000,00	1 050 000,00	1 025 000,00	0,00	-100,00%
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 948 236,44	3 571 568,97	3 699 566,69	3 153 159,31	5 056 021,93	3 924 994,50	-22,37%
1068 – excédent de fonctionnement capitalisé	1 041 790,56	920 747,85	1 519 609,33	1 701 485,71	669 663,31	434 678,93	-35,09%
040 - Opérations d'ordre entre sections	359 973,00	454 684,17	380 823,98	445 354,98	554 651,39	685 326,57	23,56%
041 – opérations patrimoniales	0,00	2 999,00	0,00	0,00	19 663,37	55 000,00	179,71%
021 – virement de la section de fonctionnement	650 000,00	650 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00	720 000,00	2,86%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 000 000,00	5 600 000,00	6 300 000,00	6 000 000,00	7 000 000,00	5 820 000,00	-16,86%

Chapitre 001 – solde d'investissement reporté : 726 414,28 €

Il s'agit du résultat positif de 2024.

Chapitre 10 - les dotations fonds divers réserves : 869 025,15 €

On y trouve le versement à N+2 du FCTVA (330 831,12 €) ainsi que les taxes d'aménagements (103 515,10 €), mais aussi 434 678,93 € de résultat de fonctionnement 2024 (pour partie).

Chapitre 13 - les subventions d'investissement : 809 234,00 €

La liste ci-dessous énumère les subventions d'ores et déjà notifiées :

PREFECTURE	Rénovation de l'aqueduc	4 240,00
PREFECTURE	DETR 2022 - rénovation sanitaires école maternelle (solde)	41 650,00
PREFECTURE	DETR 2022 - végétalisation cour école élémentaire(solde)	24 500,00
PREFECTURE	Fonds verts 2023 - agrandissement restaurant scolaire	525 000,00
REGION	Boutons d'alerte commerçants	2 287,00
REGION	Extension vidéoprotection 12 caméras	43 232,00
REGION	Extension vidéoprotection 3 caméras + 4 bornes anti-intrusion devant les écoles	13 950,00
DEPARTEMENT	Création d'un skate parc et d'un pump track (solde)	70 000,00
COPAMO	Rénovation énergétique - remplacement chaudière mairie	10 000,00
CAFAL	Agrandissement restaurant scolaire	50 000,00
AGENCE NAT. DU SPORT	Création d'un skate parc et d'un pump track	24 375,00

809 234,00

Chapitre 16 - les emprunts : 1 900 000,00 €

Pour pouvoir payer notamment les travaux de réhabilitation du restaurant scolaire, il sera nécessaire de faire un emprunt en 2025, d'environ 1 500 000 €. La différence inscrite est un emprunt d'équilibre en cas de besoin de trésorerie en attente du versement des différentes subventions obtenues ou à obtenir.

Dans ce cas, il est aussi possible que la commune ait recours à un emprunt relais plutôt qu'à un emprunt sur plusieurs années.

Chapitres 040 et 041 – opérations d'ordre : 740 326,57 €

Ce sont les dotations aux amortissements en provenance des dépenses de fonctionnement et une opération patrimoniale.

B – les dépenses

Elles se synthétisent ainsi :

Niveau de vote	BP 2020	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution BP 2025/2024
10 - dotations et fonds divers et réserves			20 000,00	17 200,00	12 983,76	20 000,00	54,04%
16 – remboursement d'emprunts	509 772,05	532 533,14	518 234,78	913 900,00	642 365,83	711 000,00	10,68%
20 – immobilisations incorporelles	450 784,60	368 774,40	47 259,71	140 957,58	58 405,20	29 241,35	-49,93%
204 – subventions d'équipement versées	238 926,02	119 251,88	531 211,04	619 873,19	396 506,21	498 699,98	25,77%
21 – immobilisations corporelles	3 226 841,77	4 264 323,99	4 439 851,21	2 759 966,82	3 425 602,97	2 254 284,98	-34,19%
23 – immobilisations en cours	558 435,56	262 177,59	735 933,26	1 509 980,58	2 376 010,28	2 155 129,34	-9,30%
26 - Participations et créances rattachées		10 000,00					
TOTAL DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT	4 984 760,00	5 557 061,00	6 292 500,00	5 961 878,17	6 911 874,25	5 668 355,65	-17,99%
001 – solde d'exécution d'investissement reporté							#DIV/0!
040 - Opérations d'ordre entre sections	15 240,00	39 940,00	7 500,00	38 121,83	68 462,38	96 644,35	41,16%
041 – Opérations patrimoniales		2 999,00			19 663,37	55 000,00	179,71%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 000 000,00	5 600 000,00	6 300 000,00	6 000 000,00	7 000 000,00	5 820 000,00	-18,86%

Chapitres 040 et 041– opérations d'ordre : 151 644,36 €

Les crédits inscrits correspondent à l'amortissement de subventions d'équipement pour 40 381 €, des neutralisations d'amortissement pour 48 763,35 €, 7 500 € pour la SEMCODA et 55 000 € pour des opérations d'extension du réseau ENEDIS qui seront remboursés par PRODEXIA.

Chapitre 10 – dotations et fonds divers et réserves : 20 000,00 €

Ce sont les crédits permettant de rembourser à la Copamo la part de taxes d'aménagement pour les permis délivrés dans la zone des Platières.

Chapitre 16 – remboursement d'emprunt : 711 000,00 €

Ce montant correspond au remboursement du capital pour les emprunts en cours.

Chapitres 20, 204, 21, 23 : 4 937 355,65 €

Les dépenses d'investissement proposées sont les suivantes :

Sur opérations :

		reports	nouveaux crédits
162	voiries et réseaux	90 277,51	209 722,49
487	acquisitions foncières		80 000,00
911	transition énergétique		203 200,00
913	vidéoprotection et contrôles d'accès	56 813,55	93 186,45
918	centre bourg	31 354,44	188 645,56
920	extension restauration scolaire		1 508 502,20
922	dojo salles de danse		400 000,00
923	site Saint Charles		65 000,00
924	rénovation du patrimoine		150 000,00
925	équipements sportifs		490 000,00
927	protection de l'environnement		5 000,00
928	modernisation téléphonie	45 565,33	39 434,67
929	aménagement cours d'écoles		1 943,92
930	avenue de Verdun		620 000,00
931	subventions "rénovations de façades et travaux OPAH-RU"		40 000,00
		224 010,83	4 094 635,29

Et Hors opérations :

	Reports	Nouveaux crédits
CHAPITRE 20		
conseil sécurisation carrefour RD34	4 743,75	
études complémentaires dépollution ex abattoirs	9 504,00	
études		14 000,00
CHAPITRE 21		
pose d'un colombarium au cimetière	19 836,00	
aménagement allées du cimetière	3 668,06	
reprise de concessions au cimetière		25 000,00
reprise de murs au cimetière		5 000,00
extension éclairage école maternelle		1 300,00
reprise éclairage 3 classes écoles élémentaire		1 700,00
pose de faux plafonds dans 3 classes		9 200,00
réfection sanitaires école maternelle	10 408,05	
changement volets roulants école maternelle	10 995,12	
plexiglass gymnase de la Tannerie	35 751,65	

création WC PMR ex gendarmerie	3 006,00	
réfection toiture salle Carémi	4 796,32	
préparation pour démolition avant vente Linéa	476,40	
alarme sécurisation œuvres d'art		5 000,00
réfection douches gymnase Grange Dodieu		1 500,00
réfection WC boulodrome		5 000,00
travaux exceptionnels de bâtiments		45 066,46
remplacement portes local foot		8 000,00
création d'un WC vers le cimetière		70 000,00
travaux ex bibliothèque		100 000,00
signalisation verticale, mobilier urbain, matériel de voirie, plaques de rue		42 000,00
plan et panneaux de la commune		8 000,00
déplacement câbles Orange rue du Souvenir	1 338,31	
modification réseau électrique complexe aquatique	936,00	
complément véhicule télescopique logistique	6 600,00	
Extincteurs		6 000,00
Poteaux incendie		6 000,00
2 écrans led interactifs		10 000,00
écoles : écrans led pour ULYS et DITEP		10 000,00
écoles : changement vidéo projecteur pour TBI		5 000,00
écoles : équipements numériques		4 200,00
gestion verbalisation parc informatique		300,00
achat logiciel Voisins vigilants année 1/3		6 000,00
informatique pour police municipale		1 500,00
mobilier école élémentaire et maternelle		1 000,00
mobilier périscolaire		1 000,00
mobilier fêtes et cérémonies		9 000,00
autolaveuse pour salle de sports	624,00	
cinémomètre	2 160,00	
armement pour la police municipale	1 169,02	
tablier pour fourche sur chariot télescopique	3 826,46	
divers équipements, matériels pour les services		46 150,00
CHAPITRE 23		
révision générale du PLU	6 758,93	
révision allégée PLU	45 195,00	
	171 793,07	446 916,46

LES AP/CP :

Le budget 2025 prend en compte 9 opérations gérées en AP/CP :

N° 911 : transition énergétique

N° 920 : agrandissement de la restauration scolaire

N° 922 : construction d'un dojo et de salles de danse

N° 923 : parc St Charles - médiathèque

N° 924 : rénovation du patrimoine historique

N° 925 : équipements sportifs

N° 929 : végétalisation cours d'école

N° 930 : requalification avenue de Verdun

N° 931 : subventions « rénovations de façades et travaux OPAH-RU »

Le budget primitif 2025 s'équilibre en investissement à

5 820 000 €

ÉQUILIBRE GENERAL

Le budget primitif 2025 s'équilibrera :

En fonctionnement à 7 300 000 €

En investissement à 5 820 000 €

Soit un total de 13 120 000 €

Tout membre du conseil municipal peut se rendre en mairie pour consulter le projet de budget primitif complet et/ou obtenir tout document complémentaire.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire précise que la commune arrive à conserver un cap sain. Il précise également que le conseil municipal sera certainement invité à voter une décision modificative lors de la séance du mois de juin.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver le Budget primitif de la commune – exercice 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés, avec 4 abstentions (Raphaëlle GUERIAUD, Fatira RULLIERE, Laure PIQUERAS, Anne BLANCHET).

Monsieur le Maire demande la raison de ces abstentions.

Fatira RULLIERE, Conseillère municipale, répond que si leur groupe avait eu à voter ce budget, les priorités n'auraient pas été les mêmes.

Délibération n°27-25 : Modification et création des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) 2025

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (AP/CP).

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les Autorisations de Programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les Crédits de Paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Chaque Autorisation de Programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des

Crédits de Paiement. La somme des Crédits de Paiement doit être égale au montant de l'Autorisation de Programme.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune ou à des subventions versées à des tiers.

Le suivi des AP/CP se fera par opérations budgétaires au sens de l'instruction budgétaire M57.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls Crédits de Paiement.

Les Autorisations de Programme peuvent être votées à chaque étape de la procédure budgétaire même si elles n'ont pas été présentées lors du débat d'orientation budgétaire.

Les Crédits de Paiement non utilisés une année devront être repris l'année suivante par délibération du conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.

Toute autre modification de ces AP/CP se fera aussi par délibération du conseil municipal.

Il est proposé au conseil municipal de modifier, au titre de l'année 2025, les AP/CP suivantes :

n° opération	libellé du programme	montant de l'AP en l TTC	montant des CP en € TTC								
			2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	
911	Transition énergétique	241010,01				12 574,80	25 235,21	203 200,00			
920	Agrandissement restaurant scolaire	3 250 000,00	11966,52	9 842,70	19 152,00	125 328,63	1251415,50	1508 202,20	324 092,45		
922	Construction dojo et salles de danse	4 200 000,00				15 264,00	90 042,82	400 000,00	2 500 000,00	1 194 693,18	
923	Parc Saint Charles	2 978 946,39		1147 420,00	1027 118,27	578 907,88	160 500,24	65 000,00			
924	Rénovation patrimoine historique	1 500 000,00					0,00	150 000,00	1 350 000,00		
925	équipements sportifs	498 973,00				8 973,00	0,00	490 000,00			
929	Végétalisation cours école + préau	636 314,17			26 308,56	579 512,57	28 549,12	1 943,92			
930	Requalification avenue de Verdun	2 582 892,87			721 576,18	330 662,01	205 295,68	620 000,00	467 870,00	237 489,00	
931	subventions façades et OPAH-RU	124 270,38					44 270,38	40 000,00	40 000,00		

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver au titre de l'année 2025, la modification des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement, telle que proposée ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°28-25 : Fongibilité des crédits, pour 2025, en fonctionnement et en investissement, tel que possible en M57

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Le conseil municipal est informé que consécutivement au passage à la nomenclature comptable M57, à compter de l'exercice 2024, la commune de Mornant est amenée à définir une politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Ladite instruction M57 donne la possibilité à l'exécutif, sur autorisation de l'assemblée délibérante, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Cette fongibilité dite asymétrique permet notamment d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global des sections. Elle permet aussi de réaliser sans attendre des opérations purement techniques. Ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle.

L'assemblée délibérante est informée, alors, des virements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder, pour l'exercice budgétaire 2025, à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section et à signer tout document s'y rapportant.

La commission *Ressources* réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à l'autoriser à procéder à des mouvements de crédits chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées, pour l'exercice comptable 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°29-25 : Approbation d'une convention de mise à disposition d'un outil informatique d'observatoire fiscal avec la Communauté de communes du Pays Mornantais

Renaud PFEFFER, le Maire, présente le rapport.

La Copamo s'est dotée d'un logiciel d'observatoire fiscal dénommé « ATELIER FISCAL » avec pour principaux objectifs de :

- Connaître la composition de ses bases fiscales
- Renforcer le suivi et l'analyse du tissu fiscal
- Mener un travail conjoint avec l'administration fiscale dans le but d'améliorer l'équité fiscale entre les redevables.

La Copamo propose de délivrer aux communes du Pays Mornantais intéressées un accès gratuit à l'« ATELIER FISCAL » afin de les aider dans le suivi et l'analyse de leur propre fiscalité et de faciliter leurs prises de décision.

La convention ci-annexée définit les modalités de mise à disposition par la Copamo du logiciel de gestion, d'expertise et d'analyse de la fiscalité locale « ATELIER FISCAL ».

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes et la signature de la convention de mise à disposition de l'outil informatique d'observatoire fiscal « ATELIER FISCAL ».

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention de mise à disposition de l'outil informatique d'observatoire fiscal "ATELIER FISCAL" ; à l'autoriser ou son délégataire à signer la convention et toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION SERVICES A LA POPULATION

Délibération n°30-25 : Création de postes « emplois saisonniers »

Anne-Catherine BLANC VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Le dispositif « Jobs d'été » s'inscrit dans le cadre d'une politique jeunesse et accès à l'emploi en faveur des jeunes Mornantais entre 18 et 23 ans.

Cette année encore, la commune souhaite offrir aux jeunes Mornantais une 1^{ère} expérience professionnelle au sein des services municipaux et permettre d'assurer la continuité du service public en période de congés annuels.

Pour répondre à ces objectifs, la loi donne la possibilité, sur des périodes limitées, d'embaucher des agents non titulaires pour compléter les équipes d'agents titulaires. Aussi, l'article L 332-23 2° du Code général de la fonction publique, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, autorise le recrutement d'agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier « ... pour une durée maximale de six mois pendant une même période de douze mois ... ».

Il est proposé le recrutement de 3 jeunes sur le dispositif « Jobs d'été » pour faire face à un besoin saisonnier sur la période du 16 juin au 12 septembre 2025.

Ces « Jobs d'été » seront recrutés à temps complet sur le grade d'adjoint technique.

Après avis favorable du CST en date du 21 mars 2025,

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à créer 3 postes d'adjoints techniques pour l'année 2025 dans le cadre du dispositif « Jobs d'été », du 16 juin au 12 septembre 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°31-25 : Actualisation du cadre tarifaire, réglementaire et organisationnel de certaines missions pluriannuelles proposées par le centre de gestion 69 (cdg69) dans le cadre d'une convention unique – Mission d'inspection hygiène et sécurité

Anne-Catherine BLANC VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Le cdg69 propose un certain nombre de missions qu'il réalise, via la mise à disposition d'experts, pour le compte des collectivités et établissements publics qui le demandent. Certaines de ces missions spécifiques donnent lieu à l'établissement de conventions pour la durée de chaque mission, d'autres s'inscrivent dans la durée, permettant aux adhérents de faire appel aux services du cdg69 tout au long de l'année.

Il s'agit des missions suivantes :

- Médecine préventive,
- Médecine statutaire et de contrôle,
- Inspection hygiène et sécurité,
- Conseil en droit des collectivités,
- Assistante sociale du personnel,
- Archivage pluriannuel,
- Retraite dans le cadre du traitement des cohortes,
- Intérim.

Pour ces missions à adhésion pluriannuelle, le cdg69 a proposé, à compter du 1^{er} janvier 2022, une convention unique d'une durée de 3 années, renouvelable une fois.

Depuis 3 ans, les tarifs n'ont pas évolué. Au 1^{er} janvier 2025, certaines de ces missions font l'objet d'évolutions tarifaires afin de préserver l'équilibre financier des services concernés dont :

- Médecine préventive,
- Médecine statutaire et de contrôle,
- Assistante sociale du personnel,
- Conseil en droit des collectivités,
- Retraite dans le cadre du traitement des cohortes.

Certaines missions font également l'objet d'évolutions réglementaires et organisationnelles, à compter du 1^{er} janvier 2025, nécessitant l'actualisation des annexes suivantes de la convention unique dont :

- Médecine préventive : mise en conformité avec les textes juridiques, notamment avec le Code général de la fonction publique ; rappel du cadre juridique en matière de laïcité et de secret médical partagé,
- Inspection hygiène et sécurité : nouvelles modalités organisationnelles et nouveau découpage pour les effectifs des collectivités inspectées,
- Retraite dans le cadre du traitement des cohortes : adaptation des prestations au regard de l'évolution organisationnelle de la CNRACL.

Par délibération n° 125/24 en date du conseil municipal du 16 décembre 2024, la commune a déjà adhéré aux missions Conseil en droit des collectivités et Médecine préventive.

Par ailleurs, la commune de Mornant souhaite également adhérer à la Mission d'inspection hygiène et sécurité proposée par le cdg69.

Considérant que le cdg69 propose des missions correspondant au besoin de la collectivité que la commune entend poursuivre et considérant les évolutions tarifaires, réglementaires et organisationnelles de certaines missions à compter du 1^{er} janvier 2025,

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la signature de la convention de mission pluriannuelle relative à la Mission d'inspection hygiène et sécurité, dans le cadre d'une convention unique.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à des missions de la convention unique proposées par le cdg69 conformément à l'annexe 1 jointe à la présente délibération ; à bénéficier de la mission d'inspection hygiène et sécurité proposée par le cdg69 ; à approuver les évolutions tarifaires, réglementaires et organisationnelles par l'actualisation de la convention de mission pluriannuelle correspondante ; à l'autoriser à signer l'annexe 1 et la nouvelle convention spécifique, ci-jointe ; à dire que les crédits nécessaires à la prise en charge de ces frais seront inscrits au budget principal de la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°32-25 : Abrogation de la délibération n°87-24 et adhésion au contrat d'assurance groupe risques statutaires et gestion administrative des dossiers de sinistres au cdg69

Anne-Catherine BLANC VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

L'application du régime de protection sociale des agents territoriaux implique pour la commune des charges financières, par nature imprévisibles.

Pour se prémunir contre ces risques, la commune de Mornant a la possibilité de souscrire un contrat d'assurance.

Le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) propose un contrat d'assurance groupe ouvert aux collectivités du département et de la Métropole de Lyon.

La commune a demandé au cdg par délibération n°29-24 du conseil municipal du 8 avril 2024 de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence avec négociation, nécessaire à la souscription de ce contrat d'assurance, d'une durée de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2025, pour la garantir contre les risques financiers liés au régime de protection sociale des agents publics territoriaux.

Les conditions proposées à la commune à l'issue de cette consultation sont satisfaisantes.

Le cdg69 assure l'instruction des dossiers de sinistres et la gestion des actes afférents aux garanties souscrites, de même qu'un rôle de conseil auprès des collectivités adhérentes ; Il convient donc de participer aux frais inhérents à la gestion administrative des dossiers, dans le cadre d'une convention.

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L452-30,

Vu le Code des assurances,

Vu l'article 26 alinéa 5 encore en vigueur de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu la délibération du cdg69 n°2024-07 du 12 février 2024 relative à la passation d'accords-cadres en vue de la souscription de contrats d'assurance groupe pour la couverture des risques statutaires,

Vu la délibération du cdg69 n°2024-27 du 24 juin 2024 fixant le montant des frais de gestion pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2028, et approuvant le projet de convention relative à la gestion administrative des dossiers de sinistres découlant du contrat d'assurance groupe relatif à la couverture des risques statutaires,

Vu la délibération du cdg69 n°2024-26 du 24 juin 2024 relative à la mise en œuvre du contrat-cadre d'assurance groupe 2025-2028,

Vu la délibération du conseil municipal n°29-24 en date du 8 avril 2024 mandatant le cdg69 pour mener pour son compte la procédure nécessaire à la souscription d'un contrat d'assurance groupe relatif à la couverture des risques statutaires,

Vu la délibération n°87-24 du conseil municipal du 23 septembre 2024 portant adhésion au contrat d'assurance groupe risques statutaires et gestion administrative des dossiers de sinistres au cdg69,

Considérant que les taux mentionnés sont à réactualiser, il apparaît nécessaire d'abroger la délibération n°87-24 pour permettre de délibérer avec les taux mis à jour.

La commission *Ressources*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à abroger la délibération n°87-24 du conseil municipal du 23 septembre 2024 ; à approuver les taux des prestations négociés pour la commune de Mornant par le cdg69 dans le contrat-cadre d'assurance groupe ; à adhérer au contrat-cadre d'assurance groupe à compter du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028 pour garantir la commune de Mornant contre les risques financiers des agents affiliés au régime CNRACL dans les conditions suivantes :

GARANTIES	FRANCHISES	TAUX
Congé pour invalidité temporaire imputable au service	Franchise (IJ) 20 jours consécutifs	1.50 %
Longue maladie, maladie longue durée	Franchise 90 jours consécutifs	1.98 %
Total des Taux		3.48 %

** la franchise appliquée en maladie ordinaire est définitivement acquise lors d'une requalification en longue maladie ou en maladie longue durée.*

Le taux de cotisation s'élève à : 3.48 %

L'assiette de cotisation correspond aux éléments de masse salariale suivants :
Traitement brut indiciaire ; d'autoriser l'autorité territoriale à signer le certificat d'adhésion avec le cdg69 et CNP Assurances, de même que tout autre document nécessaire à cette adhésion et tout avenant éventuel ; d'approuver le montant des frais relatifs à la gestion des dossiers de sinistres par le cdg69 et d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention correspondante ci-jointe ;

Les pourcentages de frais de gestion sont les suivants :

Gestion agents CNRACL : 0.24 %

Les assiettes de cotisation sont précisées dans la convention annexée à la présente délibération ; d'inscrire les dépenses correspondantes au chapitre du budget prévu à cet effet.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°33-25 : Attribution de subventions de fonctionnement aux associations mornantaises

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La commune de Mornant accompagne tout au long de l'année le tissu associatif local par la mise à disposition de locaux, de matériel pour leurs événements, sans oublier le soutien des services de la ville (services vie associative, technique, communication...).

Les communes peuvent également attribuer des subventions financières aux associations dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les associations souhaitant obtenir une subvention de fonctionnement dans le cadre de leurs activités ont donc déposé un dossier en début d'année 2025 auprès du service vie associative.

Les propositions de subventions de fonctionnement pour l'année 2025 sont les suivantes :

Association	Proposition de la commission	Élus présents au CA ou bureau de l'association
SECTEUR SPORTS ET LOISIRS		
ACLAM	7 000 €	Jocelyne TACCHINI
Association Sportive Mornantaise de Basket	2 000 €	NON
FCSO 69	6 000 €	NON
Association Mornantaise de Tennis de Table	800 €	NON
Hand Ball Club	1 000 €	Laure PIQUERAS
Espace Danse	1 000 €	NON

Jeunesse Mornantaise	1 500 €	NON
Sans Dessous Dessus	450 €	NON
SECTEUR CULTURE		
Association musicale de Mornant et Chaussan	23 000 €	NON
SECTEUR DIVERS		
Scouts et guides de France	700 €	NON

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Afin d'éviter tout risque de conflit d'intérêts, mesdames Jocelyne TACCHINI et Laure PIQUERAS ne prennent pas part au vote.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les subventions de fonctionnement aux associations mentionnées ci-dessus au titre de l'année 2025 ; à l'autoriser à effectuer toutes les démarches nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document y afférent ; à dire que les crédits sont prévus au budget principal 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°34-25 : Attribution de subventions spécifiques aux associations mornantaises

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La ville de Mornant accompagne tout au long de l'année le tissu associatif local par la mise à disposition de locaux, de matériel pour leurs événements, sans oublier le soutien des services de la ville (services vie associative, technique, communication...).

Les communes peuvent également attribuer des subventions financières aux associations dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les associations souhaitant obtenir une subvention spécifique dans le cadre de projets envisagés pour l'année 2025 ont donc déposé un dossier auprès du service vie associative.

Les propositions de subventions spécifiques pour l'année 2025 sont les suivantes :

Association	Proposition de la commission	Élus présents au CA ou bureau de l'association
ACLAM Interclubs de judo	300 €	Jocelyne TACCHINI
ACLAM Concours de danse	300 €	Jocelyne TACCHINI

CAP COUNTRY Formation	400 €	NON
JSP Journées portes ouvertes	1 000 €	NON
FCSO69 Fête du Football Club	650 €	NON
Amis du Patrimoine Mornantais Exposition artistes mornantais	1 000 €	Alain DUTEL Véronique ZIMERMANN
Maison de Pays Parlons Livres	2 000 €	Alain DUTEL Virginie PRIVAS BRÉAUTÉ Dorothee RODRIGUES
Ma P'tite Famille pour Demain Fête du jeu	1 200 €	NON
Association mornantaise des familles Formation	400 €	NON
Comité des fêtes Téléthon	5 000 €	Pascale CHAPOT Patricia BONNET-GONNET Serge CAFIERO
Comité des fêtes Fête du 13 juillet	7 500 €	Pascale CHAPOT Patricia BONNET-GONNET Serge CAFIERO
Festizik 20 ans de l'association	1 000 €	NON
Anjarazelle Course Madagazelle	450 €	NON
Classes en 5 Journée des classes	300 €	NON

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Afin d'éviter tout risque de conflit d'intérêts, mesdames Jocelyne TACCHINI, Véronique ZIMMERMANN, Virginie PRIVAS-BREAUTE, Dorothee RODRIGUES Pascale CHAPOT et Patricia BONNET GONNET, messieurs Alain DUTEL et Serge CAFIERO ne prennent pas part au vote.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les subventions spécifiques aux associations mentionnées ci-dessus au titre de l'année 2025 ; à l'autoriser à effectuer toutes les démarches nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document y afférent ; à dire que les crédits sont prévus au budget principal 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n°35-25 : Convention d'engagement au dispositif
« Promeneurs du Net »**

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre de sa politique jeunesse et de sa volonté de renforcer les liens avec les jeunes, la commune de Mornant a embauché depuis le 1^{er} septembre 2024 un animateur jeunesse à temps complet.

Internet est aujourd'hui le média de communication des jeunes et il fait partie intégrante de leurs pratiques culturelles. L'image positive dont il bénéficie auprès d'eux et l'utilisation intensive qu'ils en ont en font un outil présentant d'importantes potentialités, mais aussi de nombreux risques.

Une action éducative à destination des jeunes, des parents, et des professionnels de la jeunesse est essentielle pour leur permettre de mieux maîtriser cet outil et les conduire à en saisir les différents enjeux. Elle doit permettre à chacun d'exploiter au mieux les multiples opportunités qu'il peut offrir dans le quotidien de chacun. Tel est l'objectif des « Promeneurs du Net » qui, par leur présence éducative sur les espaces en ligne fréquentés par les jeunes, contribuent à la définition de nouvelles modalités d'accompagnement des jeunes, en phase avec leurs besoins et préoccupations actuelles.

La présente convention a pour objet de définir les engagements des signataires afin d'encadrer le dispositif expérimental « Promeneurs du Net » du Rhône porté par la CNAF, la CAF du Rhône, la Ville de Lyon, la Métropole de Lyon, le Conseil Départemental du Rhône et piloté par le CRIJ Auvergne-Rhône-Alpes.

Il est ainsi proposé que la commune s'engage dans le dispositif « Promeneurs du Net » et de nommer référent, avec la signature de la convention d'engagement, l'animateur jeunesse de la commune, Baptiste ODIN.

La convention prendra effet à compter de son caractère exécutoire et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Véronique ZIMMERMANN, Conseillère municipale déléguée, demande quel est l'objectif de cette convention.

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, répond qu'il s'agit d'apprendre aux jeunes à mieux communiquer avec le net.

Madame Anne-Laurence OLTRA, Conseillère municipale déléguée, demande si cela a un coût.

Monsieur le Maire répond que non.

Il précise qu'un rapport relatif à la santé mentale sera à l'ordre du jour d'un prochain conseil municipal.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention ci-jointe, relative à l'engagement au dispositif « Promeneurs du Net » ; à l'autoriser ou son représentant à signer ladite convention.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°36-25 : Convention relative à l'intervention d'Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap (AESH) sur le temps de pause méridienne dans le premier degré public

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il appartient à l'Etat, au titre de sa mission d'organisation générale du service public de l'éducation, de prendre l'ensemble des mesures et de mettre en œuvre les moyens humains nécessaires pour que le droit à l'éducation ait, pour les enfants en situation de handicap, un caractère effectif.

Depuis la loi du 27 mai 2024, lorsqu'une collectivité territoriale organise un service de restauration scolaire ou des activités périscolaires sur le temps de la pause méridienne, l'Etat prend en charge la rémunération du personnel affecté à l'accompagnement des élèves en situation de handicap durant ce temps, qu'il emploie.

Cette convention a pour objet de déterminer les responsabilités de chacune des parties lorsque des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) sont affectés sur décision du recteur d'académie ou du directeur académique des services de l'Éducation nationale agissant sur la délégation de ce dernier, à l'accompagnement d'élèves nécessitant une aide humaine sur le temps de pause méridienne afin de participer au service de restauration organisé par la commune.

La présente convention ne régit pas l'intervention éventuelle d'AESH à l'occasion des activités périscolaires qui ont lieu en dehors de la pause méridienne. Ils ne peuvent prétendre à aucune rémunération ou gratification de l'organisme d'accueil.

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, précise que les AESH sont rémunérés par l'Education nationale.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention ci-jointe, relative à l'intervention d'AESH sur le temps de la pause méridienne dans le premier degré public ; à l'autoriser ou son représentant à signer ladite convention.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°37-25 : Demande de subvention à la Communauté de Communes du Pays Mornantais (Copamo) – « Festiv'été »

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre de sa politique culturelle qui vise à amener la culture au plus près des habitants, la commune de Mornant a souhaité lancer en 2022 un évènement estival "Festiv'été" regroupant 6 soirées à thématique culturelle. L'opération a été reconduite avec succès en 2023 et 2024.

En 2025, l'objectif est de faire perdurer cette programmation estivale en proposant une programmation variée avec du théâtre et des concerts.

Considérant que la Copamo accompagne les projets culturels afin de promouvoir le spectacle vivant sur son territoire ;

Il est ainsi proposé de solliciter une subvention de 2 000 € auprès de la Copamo sur un montant total d'opération de 8 670 €.

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, précise que les « Festiv'été » débiteront le 24 juin prochain.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à solliciter une subvention d'un montant de 2 000 € auprès de la Copamo pour l'évènement « Festiv'été ».

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°38-25 : Demande de subvention à la Région Auvergne-Rhône-Alpes – « Festiv'été »

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre de sa politique culturelle qui vise à amener la culture au plus près des habitants, la commune de Mornant a souhaité lancer en 2022 un évènement estival "Festiv'été" regroupant 6 soirées à thématique culturelle. L'opération a été reconduite avec succès en 2023 et 2024.

En 2025, l'objectif est de faire perdurer cette programmation estivale en proposant une programmation variée avec du théâtre et des concerts.

Considérant que la Région Auvergne-Rhône-Alpes accompagne l'organisation de festivals afin de promouvoir le spectacle vivant sur son territoire ;

Il est ainsi proposé de solliciter une subvention de 1 000 € auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes sur un montant total d'opération de 8 670 €.

La commission *Services à la population*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur cette proposition.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à solliciter une subvention d'un montant de 1 000 € auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour l'évènement « Festiv'été ».

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION TECHNIQUE

Délibération n°39-25 : Adoption de l'Avant-Projet Définitif (APD) de la construction d'un skate-park

Dorothee RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Pour rappel, la commune de Mornant prévoit la construction d'un nouveau skate-park.

Le montant estimatif des marchés de travaux intégrant l'ensemble des lots de construction du skate-park est de 210 735,75 € HT.

A ce titre, la commune a déjà sollicité l'ANS par délibération n° 46/24 du conseil municipal du 3 juin 2024 dans le cadre de l'axe 1 Equipements de proximité du Plan 5 000 Equipements, pour une subvention à hauteur de 50 000 € et le Département du Rhône par délibération n° 80/24 du conseil municipal du 23 septembre 2024, pour une subvention dans le cadre de son appel à projet 2024 à hauteur de 150 000 €.

Pour ce projet, l'ANS a attribué une subvention de 24 375 € et le Département du Rhône une subvention de 140 000 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son article R.2432-7 ;

Considérant la nécessité de renforcer le maillage territorial en équipements répondant aux besoins du territoire ;

Après la réalisation de l'avant-projet sommaire et des études nécessaires à la réalisation du projet, il convient de valider l'Avant-Projet Définitif (APD) proposé par le maître d'œuvre.

Celui-ci est joint à ce rapport afin que l'ensemble des membres du conseil municipal puisse en prendre connaissance.

La commission *Technique*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce dossier.

Dorothee RODRIGUES, Adjointe au Maire, précise que l'avant-projet est aujourd'hui estimé à 210 000 € HT.

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, informe que les consultations des entreprises débiteront bientôt.

Dorothee RODRIGUES espère que les travaux pourront débuter avant l'été.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver l'Avant-Projet Définitif valant engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, sous réserve de la prise en compte effective des réserves formulées par le service chargé de la conduite de l'opération dans le cadre de l'élément de mission PRO (phase projet) ;

d'approuver le coût prévisionnel des travaux pour un montant de 210 735,75 € HT ; d'autoriser le lancement de la procédure de consultation des entreprises et la signature des pièces du marché par Monsieur le Maire ou l'élu délégué, suite à la décision de la commission MAPA dans les limites du montant prévisionnel établi à l'Avant-Projet Définitif ; de dire que la dépense de l'opération sera inscrite sur le budget 2025 de la commune sur l'opération 925 dans le cadre d'une AP/CP.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°40-25 : Approbation de la convention avec le SYDER pour le raccordement à l'éclairage public de matériels de vidéoprotection

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre de l'amélioration de la sécurité publique, la commune envisage le déploiement du réseau de vidéoprotection.

Ce projet repose sur l'utilisation du réseau d'éclairage public, propriété du SYDER, pour l'installation de caméras, de la fibre optique et de relais radio hertziens, nécessaires au bon fonctionnement du dispositif.

Afin de permettre le déploiement du réseau de vidéoprotection dans des conditions optimales, une convention a été établie pour définir les modalités techniques, financières et les responsabilités de chaque partie.

Il convient aujourd'hui pour la commune de Mornant de signer une convention avec le SYDER pour permettre le raccordement de matériels de vidéoprotection à l'éclairage public.

La commission *Technique*, réunie le 24 mars 2025 a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les termes de la convention ci-jointe, à conclure entre la commune et le SYDER pour permettre le raccordement à l'éclairage public de matériels de vidéoprotection ; de l'autoriser ou son représentant à signer la convention ou tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°41-25 : Modification du tableau de classement des voies communales

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Par délibération n°36-24 en date du 8 avril 2024, le conseil municipal a décidé de procéder à la mise à jour du tableau de classement des voies communales et à l'établissement du tableau de classement des chemins ruraux.

Aujourd'hui, à la suite de la certification des adresses dans la Base d'Adresse Nationale (BAN), il s'avère nécessaire de mettre à jour le tableau de classement des voies communales à caractère de chemins, de rues et de places publiques, en intégrant en annexe du tableau les voies de cette zone.

De plus, il convient d'informer le conseil municipal que les administrés concernés ont été acteurs des propositions de dénomination présentées dans ce rapport.

Ainsi, le conseil municipal propose les modifications suivantes à intégrer au tableau de classement des voies communales :

A => VOIES COMMUNALES A CARACTERE DE RUES

- VOIES SUPPRIMEES

Il convient de corriger le tableau de classement en supprimant des voies qui ne correspondent pas à des voies actuellement existantes.

1- Impasse de la Grange Dodieu

Deux impasses de la Grange Dodieu sont inscrites dans le tableau, dont une n'ayant pas de rapport avec une voie existante :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Impasse de la Grange Dodieu	Joint la RD 63 au Rosséon (4 ^{ème} à droite en direction de Lyon)

Numéro de repère sur le plan : 28

Il est proposé au conseil municipal de supprimer cette voie.

2- Grange Dodieu

Cette voie n'existe pas :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Grange Dodieu	Part du boulevard du Pilat et aboutit à la RD 63 (au Marchay)

Il est proposé au conseil municipal de la supprimer du tableau de classement.

3- Allée de la Grange Dodieu

Deux voies dénommées Grange Dodieu, une impasse et une allée correspondent à la même voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Impasse de la Grange Dodieu	Joint la rue de la Grange Dodieu

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Allée Grange Dodieu	Part de la rue de la Grange Dodieu (à droite), dessert le lotissement et se termine en impasse

Il est proposé au conseil municipal de conserver la dénomination « Impasse de la Grange Dodieu » et de supprimer l'allée.

La description de l'impasse de la Grange Dodieu devenant alors :

« Part de la rue de la Grange Dodieu (à droite), dessert le lotissement et se termine en impasse ».

La longueur déterminée par une nouvelle mesure est de 95 m :

APPELLATION	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Impasse de la Grange Dodieu	Part de la rue de la Grange Dodieu (à droite), dessert le lotissement et se termine en impasse	95 m	4 m

B => VOIES COMMUNALES A CARACTERE DE CHEMINS

- MODIFICATION voie

1- Impasse de la Chalonnaière

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Allée de la Chalonnaière	Part du chemin de la Chalonnaière (VC n°62) et dessert le lotissement	147 m	5 m

Il convient de corriger le tableau de classement en adoptant la dénomination « impasse de la Chalonnaière » correspondant à l'usage actuel.

2- Rue de l'Abbaye

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Route de l'Abbaye	Part du boulevard du Pilat et aboutit à la RD 34 à la Pavière	147 m	5 m

Il convient de corriger le tableau de classement en adoptant la dénomination « **rue de l'Abbaye** » correspondant à l'usage actuel en mettant à jour la description du tracé :

« Part du boulevard du Pilat et aboutit sur la route de Givors (RD 34) au niveau du hameau de la Pavière ».

3- Chemin des Pinattes aux 4 Chemins (Chemin des Pinattes puis de Moulin Perret)

Il convient de clarifier la description de cette voie qui apporte des confusions.
Actuellement :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin des Pinattes aux 4 Chemins (chemin des Pinattes puis de Moulin Perret)	Part de la RD 63 aux Pinattes, traverse la RD 34 à la Piasse, la RD115 aux quatre Chemins, aboutit à la limite avec St Laurent d'Agnay - mitoyen avec St Sorlin sur 450 m et avec St Laurent d'Agnay sur 370 m. Change de nom en traversant la RD 34

Il est proposé au conseil municipal de distinguer les deux voies concernées tel que suit :

- Pour le chemin des Pinattes :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin des Pinattes	Part de la route de St Sorlin (RD63) en limite de commune pour aboutir sur la route de Chaussan (RD 34)

- Pour le chemin du Moulin Perret :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin du Moulin Perret	Part de la route de Chaussan (RD 34), traverse le chemin du Pré d'Arnas pour aboutir sur la route du Rontalon (RD115)

4- Chemin du Bois joli

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin du Bois Joli	Part du chemin des Cariasses (VC n°20) et aboutit sur la route de Chaussan (RD 34)

La voie n'aboutissant plus à la route de Chaussan, il est proposé d'apporter la modification suivante :

« Part du chemin des Cariasses et aboutit en impasse ».

5- Chemin de la Côte

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin de la Côte	Part de la route du Logis Neuf (VC n°50) - (3 ^{ème} à droite) - et dessert le hameau

Il convient de modifier le point d'origine, la voie partant de la route de Chassagny, il est proposé d'apporter les modifications suivantes :

« Part de la route de Chassagny (3^{ème} droite en direction de Chassagny) pour aboutir en impasse dans le hameau ».

6- Petit Chemin de la Côte

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Petit Chemin de la Côte	Part de la route du Logis Neuf (VC n°50) - (2 ^{ème} à droite) - et rejoint le chemin de la Côte (VC n°56)

Il convient de modifier le point d'origine, la voie partant de la route de Chassagny, il est proposé d'apporter les modifications suivantes :

« Part de la route de Chassagny (2^{ème} droite en direction de Chassagny) pour aboutir sur le chemin de la Côte ».

7- Chemin de Germany

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin de Germany	Part du RD 63 au Marchay, traverse le chemin de la Chalonnaire (VC n°62) et aboutit aux dernières habitations avant la route du Logis Neuf (VC n°50)

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part de la route du Rosséon au niveau du rond-point du Marchay, traverse le chemin de la Chalonnaire, pour aboutir aux niveaux des dernières habitations. La dernière partie du chemin aboutissant à la route du Logis Neuf n'étant pas carrossable ».

8- Chemin du Peu

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin du Peu	Part de la RD 63 au Marchay et aboutit aux dernières habitations avant la route du Logis Neuf (VC n°50)

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part de la route du Rosséon au niveau du rond-point du Marchay et aboutit au niveau des dernières habitations. La dernière partie du chemin aboutissant à la route du Logis Neuf n'étant pas carrossable ».

9- Chemin des Cariasses

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin des Cariasses	Part de la RD 30, rencontre le chemin du Champ (VC n°22) et aboutit à la RD 34

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part du boulevard Général de Gaulle, rencontre le chemin du Champ et aboutit sur la route de Chaussan ».

10- Route de Cœur

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Route de Cœur	Part du carrefour des allées Alouettes et Rossignols et aboutit à la route du Bernard à la Plaine (VC n°120)

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part du carrefour des rues des Alouettes et Rossignol et aboutit à la route de Bernard au sud du hameau de la Plaine ».

11- Chemin du Pré d'Arnas

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin du Pré d'Arnas	Part du chemin du Champ (VC n°22), traverse le chemin des Pinattes aux 4 Chemins (VC n°10) à Moulin Perret et aboutit à la limite de Chaussan

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part du chemin du Champ, traverse le chemin de Moulin Perret et aboutit à la limite de Chaussan ».

12- Chemin de l'Aérium

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin de l'Aérium	Part du chemin de la Pavière à Londigny (VC n°100) et aboutit sur cette même voie

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part du chemin de la Grande Pavière (2^{ème} à droite) pour aboutir sur la même voie (3^{ème} à droite en face du parking de l'Aérium) ».

13- Chemin du Granit

Il convient d'apporter une modification à la description de cette voie :

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité
Chemin du Granit	Part du chemin de la Grande Pavière à Fondagny (VC n°100), dessert le haut du hameau et aboutit sur la VC n°100

Il est proposé au conseil municipal de mettre à jour la description comme suit :

« Part du chemin de la Grande Pavière (5^{ème} à droite de l'entrée du hameau) pour aboutir sur la même voie (4^{ème} à droite) ».

- voies à inscrire dans le tableau de classement

Il est proposé au conseil municipal de rajouter les voies existantes et vérifiées par le diagnostic de l'adressage mais n'apparaissant pas dans le tableau de classement :

1- Chemin de la Grande Pavière

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Chemin de la Grande Pavière	Part de la route de Givors (entrée du hameau) pour aboutir sur la route de Bellevue	1 575 m	4 m

2- Chemin de la Marconnière

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Chemin de la Marconnière	Part du chemin de l'Aérium pour croiser le chemin de Bernard puis il se prolonge en chemin rural jusqu'au chemin de la Trillonnière	375 m	4 m

3- Chemin de l'ancienne Voie Ferrée

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Chemin de l'ancienne Voie Ferrée	Part du chemin de la Grande Pavière (1 ^{ère} à gauche à l'entrée du hameau route de Givors). Le chemin aboutit au niveau des dernières habitations et se prolonge par un chemin rural	500 m	3 m

4- Impasse de la Pavière

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Impasse de la Pavière	Part du chemin de la Grande Pavière (1 ^{ère} à gauche à l'entrée du hameau route de Givors). L'impasse aboutit au niveau des dernières habitations et se prolonge par un sentier piétonnier en direction du centre bourg	150 m	4 m

5- Passage de la Grande Pavière

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Passage de la Grande Pavière	Part du chemin de l'ancienne voie ferrée pour aboutir sur le chemin de la Grande Pavière	105 m	3 m

6- Chemin du vieux Moulin

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Chemin du vieux Moulin	Part du chemin du Granit Bernard	375 m	4 m

C => VOIES COMMUNALES A CARACTERE DE PLACES

1- Place Claudius DUSSURGEY

Pour donner suite aux travaux de diagnostic et de certification de la Base d'Adresse Locale de Mornant, il est proposé au conseil municipal de reclasser et de renommer le parking des Verchères :

- Clarifier la localisation des immeubles en adressant sur la place au lieu de l'avenue de Verdun
- L'actuel parking des Verchères n'est pas mitoyen avec la rue du même nom

Il est proposé au conseil municipal de renommer et reclasser le parking des Verchères en « **place Claudius DUSSURGEY** ».

2- Place de la Mairie

Suite à la suppression de la rue des Aqueducs, il est proposé au conseil municipal la mise à jour du point d'extrémité sud de la place de la Mairie, dénommée dorénavant rue Noël DELORME.

Annexe => VOIES PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION

Pour donner suite aux travaux de diagnostic et de certification de la Base d'Adresse Locale de Mornant, il est proposé au conseil municipal de créer et de nommer de nouvelles voies privées ouvertes à la circulation afin de :

- Clarifier la localisation des immeubles
- Supprimer les extensions de numérotation notamment dans les lotissements

La nouvelle numérotation sera en métrique.

1- Allée de l'Ermitage

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Allée de l'Ermitage	Part du chemin de la Civaude (entre le 422 et le 480) pour aboutir en impasse	98 m	4 m

2- Impasse du vieux Chêne

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Impasse du vieux Chêne	Part du chemin de la Civaude (entre le 480 et le 500) pour aboutir en impasse	180 m	4 m

3- Allée Louis REY

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Allée Louis REY	Part de la rue de l'Abbaye (après le 169) pour aboutir en impasse dans le lotissement	65 m	4 m

4- Allée des Collines

Appellation	Désignation du point d'origine et d'extrémité	Longueur	Largeur
Allée des Collines	Part de la rue de l'Abbaye (en face du 394) pour aboutir en impasse	75 m	4 m

5- Allée du Lautaret

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée du Lautaret	Part de la rue de l'Abbaye (en face du 500) pour aboutir en impasse	50 m	4 m

6- Allée du Mont Blanc

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée du Mont Blanc	Part du chemin de la Salette (2 ^{ème} à gauche) pour aboutir en impasse dans le lotissement	45 m	4 m

7- Allée des Vergers

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des Vergers	Part du chemin de la Salette (2 ^{ème} à droite) pour aboutir en impasse dans le lotissement	90 m	4 m

8- Allée des Aravis

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des Aravis	Part du chemin de la Salette (3 ^{ème} à droite) pour aboutir en impasse dans le lotissement	55 m	4 m

9- Allée de la Meije

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée de la Meije	Part du chemin de la Salette (4 ^{ème} à droite) pour aboutir en impasse dans le lotissement	65 m	4 m

10- Impasse du Mûrier

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Impasse du Mûrier	Part de la route de Rontalon pour aboutir en impasse au niveau des habitations	105 m	4 m

11- Impasse des Quatre Saisons

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Impasse des Quatre Saisons	Part du chemin des Cariasses (à droite avant le croisement avec le chemin du Champ) pour aboutir en impasse dans le lotissement	45 m	4 m

12-Allée de la Tarentaise

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée de la Tarentaise	Part du chemin des Cariasses (en face de l'allée des Cénades) pour aboutir en impasse dans le lotissement	45 m	4 m

13- Allée Louis PASTEUR

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Louis Pasteur	Part de la route de Rontalon (1 ^{ère} à droite à partir du rond-point St Agathe) pour aboutir en impasse dans le lotissement	55 m	4 m

14- Allée Alfred LEMOINE

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Alfred LEMOINE	Part de la route du Rontalon (1 ^{ère} route à gauche à partir du rond-point de St Agathe) pour aboutir en impasse dans le lotissement	110 m	4 m

15- Allée Saint Vincent

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Saint Vincent	Part de la route du Rosséon (2 ^{ème} route à gauche à partir du rond-point du Marchay) pour aboutir en impasse dans le lotissement	110 m	4 m

16- Allée de la Vanoise

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée de la Vanoise	Part du chemin de Sevas pour aboutir en impasse dans le lotissement	75 m	4 m

17- Impasse Jean ZAY

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Impasse Jean ZAY	Part du chemin du Granit au sein du hameau de la Pavière pour aboutir en impasse dans le lotissement	110 m	4 m

Annexe 4 => PARKINGS

- 1- Mise à jour de l'adresse du parking du collège Ronsard à la suite du réadressage de la route de St Sorlin (rue Noël DELORME)
- 2- Suppression du parking des Verchères à la suite du reclassement en place.

Il est proposé au conseil municipal d'apporter ces deux modifications.

La commission *Technique*, réunie le 24 mars 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce dossier.

Monsieur le Maire rappelle que ces modifications d'adressage régissent d'une obligation légale et réglementaire.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver le nouveau tableau de classement des voies communales ci-joint, qui résulte des modifications mentionnées ci-dessus ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, communique les décisions municipales qui ont été prises par Monsieur le Maire depuis le dernier conseil municipal.

Séance levée à 21h48.

Mornant, le 7 avril 2025

Renaud PFEFFER

Maire,

Président de séance



Arnaud BREJOT

Conseiller municipal délégué,

Secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line and a vertical stroke.